

CAPITALISME PERIPHERIQUE

Centres et périphéries sont des concepts mis en œuvre par les théoriciens du capitalisme considéré comme un système mondial.

Les deux termes, empruntés au langage courant, ont été introduits dans l'analyse économique par Raul Prebisch, dans son analyse comparative remontant aux années 1950, des rapports économiques entre d'une part l'Amérique latine et d'autre part la Grande Bretagne au XIXe siècle puis les Etats Unis au XXe siècle. Samir Amin et Immanuel Wallerstein leur ont donné un sens plus large, concernant l'ensemble du façonnement du système capitaliste mondial.

Les "centres" sont le produit de l'histoire. Celle-ci a permis, en certaines régions du système capitaliste, la constitution d'une hégémonie bourgeoise nationale et d'un Etat qu'on qualifiera également de capitaliste national. Bourgeoisie et Etat bourgeois sont ici inséparables ; et seule l'idéologie dite "libérale" peut, contre toute réalité, parler d'une économie capitaliste en faisant abstraction de l'Etat. L'Etat bourgeois est national lorsqu'il maîtrise le procès de l'accumulation, dans les limites de contraintes extérieures certes, mais lorsque ces contraintes sont fortement relativisées par sa propre capacité à réagir à leur action, voire à participer à leur façonnement.

Quant aux "périphéries", elles sont définies simplement négativement : ce sont les régions qui, dans le système capitaliste mondial, ne se sont pas érigées en centres. Ce sont donc les pays et régions qui ne maîtrisent pas localement le procès de l'accumulation, lequel est, dès lors, façonné principalement par les contraintes extérieures. Les périphéries ne sont pas, de ce fait, "stagnantes", bien que leur développement ne soit pas similaire à celui qui caractérise les centres aux étapes successives de l'expansion globale du capitalisme. La bourgeoisie et le capital local ne sont pas nécessairement absents de la scène sociale et politique locale, et les périphéries ne sont pas synonymes de "sociétés précapitalistes". L'Etat peut être formellement absent (cas colonial), mais il ne l'est pas nécessairement (aujourd'hui presque tous les pays du tiers monde sont constitués en Etats indépendants). Mais l'existence formelle de l'Etat n'est pas synonyme d'Etat capitaliste national, même si la bourgeoisie locale contrôle largement cet appareil, pour autant qu'elle ne maîtrise pas le procès d'accumulation.

La coexistence au sein du système capitaliste mondial de centres et de périphérie ainsi définis, à chaque étape du développement global est un fait d'évidence banale. La question n'est donc pas située dans cette reconnaissance ; elle est de savoir si les périphéries sont en "transition vers la cristallisation de centres nouveaux". Plus précisément la question est de savoir si les forces qui agissent dans le système global poussent dans cette direction, ou si au contraire elles s'y opposent. Et ce, par-delà les transformations que subissent ces forces d'une étape à l'autre du développement de l'ensemble du système.

Le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme.

Les formes et le contenu du capitalisme périphérique, qui n'est en aucune manière synonyme de stagnation mais signale que la transformation y est toujours dérivée de celle qui commande l'ensemble du système à partir de ses centres, ont donc une histoire, un passé et un avenir pour autant que le système global demeure fondé sur les principes fondamentaux du capitalisme.

Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation.

Pendant la "période de Bandung" (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée en vue de réduire la polarisation mondiale (de "rattraper"). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, etc. ...). Cela visait également à réduire les "réserves de travail à faible productivité" par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elles "non compétitives" sur des marchés mondiaux ouverts).

Les résultats inégaux de l'industrialisation imposée au capital dominant par les forces sociales issues des victoires de la libération nationale permettent aujourd'hui de distinguer des périphéries de premier rang, parvenues à construire des systèmes productifs nationaux dont les industries sont potentiellement compétitives dans le cadre du capitalisme globalisé, et des périphéries marginalisées qui n'y sont pas parvenues. Le capitalisme périphérique contemporain n'est donc plus synonyme de "non industrialisation". Il est fortement différencié et on doit distinguer aujourd'hui trois strates de pays capitalistes périphériques qui sont :

* Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement "compétitifs" sinon réellement).

* Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels "compétitifs" (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.

* Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP pays de l'Afrique subsaharienne, du Pacifique et des Caraïbes). Ils ne sont éventuellement "compétitifs" que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux, tourisme.

Concernant l'avenir on peut imaginer aisément un scénario d'évolution globale qui reproduirait en l'aggravant la polarisation à l'échelle mondiale sur des bases nouvelles, produites par les monopoles dont disposent les centres (la "triade" : Etats Unis-Canada ; Union Européenne ; Japon) et qui sont :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et

sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIXe siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon et de l'Union Européenne étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphérie et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir. Elle façonne le capitalisme périphérique de demain.

Bibliographie

- Samir Amin, La faillite du développement, L'Harmattan 1989.
(in English) Maldevelopment, Zed, 1990.
- Samir Amin, Les défis de la mondialisation, L'Harmattan 1996.
(in English), Capitalism in the Age of globalisation, Zed 1996.
- Samir Amin, Le développement inégal, Minuit 1973.
(in English) Unequal development, Monthly Review, New York 1976.
- Samir Amin, La déconnexion, La Découverte 1985.
(in English), Delinking, Zed 1990.
- Immanuel Wallerstein, The Modern World System, New York 1973.
- Oliver Cox, Capitalism as a system, New York 1964.

